

La droite bat en retraite sur ses ambitions libérales

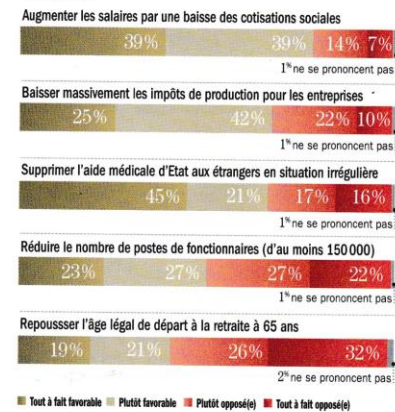
Dépassée depuis la pandémie, la rupture budgétaire de Fillon en 2017 laisse place à un coûteux étatsisme pour les candidats à la primaire de la droite. Qui jouent la surenchère sur l'immigration et la sécurité.

C'est le seul libéral assumé. Et pour lui, le programme de François Fillon de 2017, qui voulait tailler à la hache dans les dépenses de l'Etat, « était courageux ». Eric Ciotti, outsider de la primaire du parti Les Républicains (LR), dont les militants doivent désigner leur candidat à la présidentielle entre le 1^{er} et le 4 décembre, déroule, sans complexe, un programme drastique de baisse des dépenses publiques (100 milliards), notamment en réduisant le nombre de fonctionnaires (de 250 000). Et il promet sa révolution fiscale, qui créerait un impôt forfaitaire unique (*flat tax*) à 15% pour tous, riches et pauvres, et supprimerait celui sur les successions.

Pression de l'extrême droite
Mais c'est bien le seul. Les autres candidats de droite semblent avoir abandonné le libéralisme et découvrent les vertus de l'intervention de l'Etat, comme l'ont montré les débats télévisés sur LCI, BFMTV et CNews. Alors que sur l'immigration et l'insécurité, ils radicalisent leurs propositions – sous la pression de l'extrême droite –, en économie, ils tournent le dos à la rupture à la Fillon. D'ailleurs, l'ex-Premier ministre a déploré, dans *Valeurs Actuelles*, l'abandon des piliers de son programme de 2017 : le libéralisme économique et la baisse de la dépense publique. Il n'est pas le seul à le constater. « En économie, la droite est devenue étatsiste. Ses dirigeants n'assu-

Une opinion d'humeur dépensière

► Etes-vous favorable ou opposé à chacune des mesures suivantes ?



La rigueur budgétaire n'a pas la cote chez les Français : ceux-ci veulent que l'Etat finance les hausses de salaires sans tailler dans les dépenses sociales comme la retraite.

ment pas d'être de droite », assène Dominique Reynié, à la tête de Fondapol, un think tank libéral. « Les candidats empilent les dépenses et les prestations sociales, critique Eric Woerth, le président LR de la Commission des Finances. C'est de la démagogie. Cela va encore rigidifier la société française. » Première source de dépense dans les programmes : le soutien aux bas salaires, pour que « le travail paie ». Mais plus que les entreprises, c'est l'Etat qui est censé intervenir pour doper les rémunérations, par une super prime d'activité pour Xavier

Bertrand et via une baisse de cotisations sociales pour Valérie Pécresse. Des mesures chiffrées à 5 milliards d'euros chacune par l'Ifrap, autre think tank libéral. Deuxième axe coûteux : le renforcement de l'Etat régalién, la police et la justice, avec notamment la construction massive de places de prison. Valérie Pécresse en veut 12 000, Michel Barnier et Xavier Bertrand 20 000 et Philippe Juvin en prévoit 30 000 sur cinq ans (3,5 milliards d'euros).

Popularité du service public

Enfin, tous les candidats veulent baisser massivement les impôts de production des entreprises, une mesure certes pro-business mais qui inquiète certains experts à cause de son coût. Xavier Bertrand, le plus ambitieux, envisage de supprimer la moitié de ces impôts, soit la bagatelle de 33 milliards d'euros, ce qui rend son programme le plus dépensier selon l'Ifrap (27 milliards d'euros).

Pourtant, tous les candidats à la primaire s'engagent sur une forte source de baisse de dépenses, en préconisant l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans pour Xavier Bertrand et à 65 ans pour les autres. Des économies potentielles chiffrées à 20 milliards d'euros par l'Institut Montaigne. Mais qui « ne seraient constatées qu'au bout de plusieurs années », le report de l'âge légal se mettant en place de façon très progressive. Concernant les fonctionnaires, on est bien loin des coupes sombres

C NEWS

LE GRAND DÉBAT DES RÉPUBLICAINS

Europe 1



► Intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle.

SOURCE: HARRIS INTERACTIVE

promises par les candidats à la primaire en 2016 (500 000 pour Fillon, 300 000 pour Juppé et Sarkozy). Toutefois, Valérie Pécresse est sortie du bois en chiffrant des réductions de postes (200 000, avec 50 000 créations, soit une baisse nette de 150 000) alors que Xavier Bertrand et Michel Barnier restent dans le vague. Mais la présidente de la région Ile-de-France veut tailler uniquement dans les « administrations administrantes », par exemple les rectorats dans l'Education nationale. Problème : « Sa mesure est absurde, impossible et même non souhaitable », dénonce François Ecalte, expert des finances publiques et président de Fipeco. Pécresse, qui ne veut pas toucher

Les cinq candidats à la primaire des Républicains, lors du débat du 21 novembre sur Cnews et Europe 1. Au cœur de leurs propositions, le renforcement de l'Etat régalien.

aux agents de proximité, vise en fait une population très réduite : pour l'Etat, ce sont seulement 250 000 fonctionnaires qui « administrent » sur 2,5 millions, l'essentiel des agents étant sur le terrain. En clair, son objectif semble irréaliste. Alors, pourquoi un tel virage étaticiste ? Depuis la campagne présidentielle de 2017, la crise sanitaire est passée par là, révélant le déficit criant de moyens et d'effectifs publics, notamment dans la santé. « Il nous manque du monde partout, et on veut diminuer le nombre de fonctionnaires », a déploré Philippe Juvin, qui est également médecin, sur CNews. Il ne faut pas affaiblir la fonction publique, il faut la renforcer. »

Surtout, les prétendants de la droite à l'Elysée ont bien conscience de la faible popularité de ces mesures d'économies : 58% des Français sont opposés au report de l'âge légal de départ en retraite à 65 ans (voir graphique). Et la réduction du nombre de fonctionnaires reste très clivante, avec 50% d'opinions favorables et 49% opposées, selon Harris Interactive. Sauf que l'appréciation des sympathisants LR, qui vont bientôt désigner leur champion, est assez différente. Ils sont 73% à adouber la baisse des effectifs de fonctionnaires et 66% pour le recul de l'âge légal de départ à la retraite. Une demande de rupture qui pourrait profiter aux plus radicaux du club des cinq de la droite.

Thierry Fabre

L'illusoire jackpot de la lutte contre la fraude fiscale et sociale

Voilà leur nouveau pactole. Pour les candidats de droite, la lutte contre la fraude fiscale et sociale est censée apporter l'argent qui financera leurs nombreuses dépenses. Eric Ciotti en attend 5 milliards d'euros, Valérie Pécresse 10 et Michel Barnier pas moins de 12, selon le pointage de l'Ifrap. La droite surfe sur ce sujet, porté à l'extrême droite par Marine

Le Pen, qui compte financer le retour de la retraite à 60 ans par la chasse aux fraudeurs, et Eric Zemmour, qui en a fait un cheval de bataille. Tous font la promotion des travaux du magistrat Charles Prats, qui chiffre la fraude sociale à 50 milliards d'euros. A y regarder de près, ces recettes espérées de la lutte contre les fraudes semblent assez illusoires. « Les moyens de lutte

(échanges d'informations, pouvoirs d'investigation, sanctions) ont été fortement renforcés depuis une quinzaine d'années, souligne François Ecalte, président de Fipeco. Ce qui a permis de récupérer seulement 10 milliards par an dans le domaine fiscal et 1 milliard dans le social. » Certes, les marges de progression sont importantes, comme l'a souligné un rapport

récent de la Cour des comptes, notamment pour l'Assurance maladie et Pôle Emploi. Mais en tablant sur un doublement de la récupération des prestations sociales indues et une hausse de 10% des recettes du contrôle fiscal – un objectif déjà très ambitieux –, François Ecalte estime les recettes supplémentaires à 3 milliards d'euros. Loin du pactole espéré. ■